



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire

N° 146 – 4^e trimestre 2010

Sommaire

Méthodologie	3
1. Synthèse	4
2. Les actifs financiers de la clientèle non financière	9
Les avoirs des ménages	10
Les avoirs des sociétés	11
3. L'endettement des agents économiques	13
3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit	13
L'endettement des ménages	14
L'endettement des entreprises	14
L'endettement des collectivités locales	15
3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux	16
4. Les engagements bancaires	17
4.1 Les engagements sectoriels	17
4.2 Les indicateurs de vulnérabilité	19
5. Rappel des taux	20
5.1 Taux réglementés	20
5.2 Principaux taux de marché	20
5.3 Taux de l'usure	20
6. Monnaie fiduciaire	21
6.1 Emission de billets euros	21
6.2 Emission de pièces euros	21

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, est considéré comme installé localement un établissement qui possède une représentation locale significative, avec au moins un agent permanent localement. Les établissements ne remplissant pas cette condition sont considérés comme non installés localement. La Poste et le Trésor Public sont assimilés à des établissements locaux.

2) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici concernent uniquement les dépôts dans les banques locales, à La Poste et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès des banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se répartissent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, LDD et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM - Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières - monétaires).

L'épargne à long terme est constituée des portefeuille-titres, des OPCVM non monétaires, des plans d'épargne logement, des plans d'épargne populaire et des autres actifs (assurance-vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance-vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'archipel.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées ; les entreprises correspondent aux sociétés non financières ; les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3) Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés les crédits octroyés par les établissements de crédit locaux puis les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (installés localement ou non).

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant à Saint-Pierre-et-Miquelon sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia Crédit Local, la Casden-BP, ou encore Natexis-Banque Populaire.

Les entrepreneurs individuels sont répartis entre les entreprises et les ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) et les autres catégories de crédit des entrepreneurs individuels (relatives à leur activité) ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (sociétés non financières et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Concernant les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation regroupent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

4) Service Central des Risques (SCR) et SCR douteux

Le Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

1. Evolution monétaire et financière internationale

La reprise économique mondiale continue de progresser mais demeure inégale, modérée en Europe et aux Etats-Unis, alors que des risques de surchauffe se développent dans les économies émergentes.

Révisée à la baisse, la croissance américaine affiche une progression de 2,8 % sur le quatrième trimestre 2010, marquée par un taux de chômage toujours élevé (8,9 % à fin février) et des indicateurs économiques qui s'améliorent lentement.

Dans la zone euro, le PIB connaît une évolution modérée (+ 0,3 % au dernier trimestre) et demeure fragilisé par la crise de la dette souveraine. De nouvelles tensions sont apparues sur les marchés obligataires à la suite de la dégradation de la notation de l'Espagne et de la Grèce par une agence de notation financière. Toutefois, la crise semble s'atténuer depuis l'adoption d'un Pacte pour l'euro visant à aider les pays de l'Union européenne en difficulté (renforcement du fond européen de stabilisation à 440 milliards d'euros). L'euro s'est nettement redressé par rapport au troisième trimestre 2010 et s'échangeait à plus de 1,38 dollar sur le début du mois de mars 2011.

En Asie, la situation économique du Japon est particulièrement préoccupante après le séisme, le tsunami et l'accident nucléaire qui ont dévasté la côte pacifique au nord de Tokyo. La Banque centrale a injecté 15 000 milliards de yens (soit 131,6 milliards d'euros) dans treize banques des régions sinistrées. Enfin, dans un contexte de surchauffe économique ces dernières années, la Chine s'est fixée un objectif de croissance plus raisonnable (7% en moyenne par an) et plus qualitatif (réduction des inégalités) pour les cinq ans à venir.

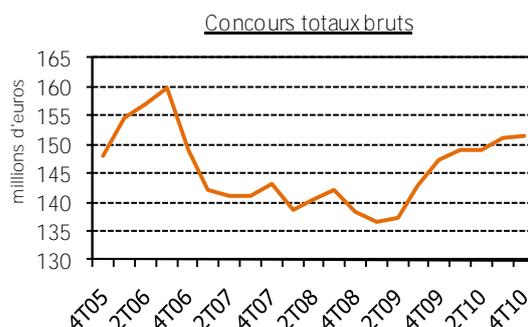
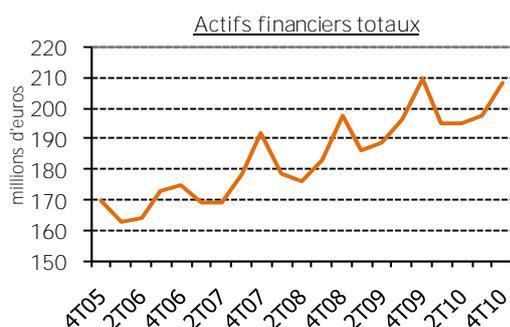
La reprise économique mondiale et un contexte géopolitique particulièrement tendu dans les pays arabes ont conduit à une envolée des cours des matières premières et des prix alimentaires. Ainsi, le baril de pétrole a atteint un niveau record en dépassant la barre des 100 dollars à la fin du mois de février 2011. Les tensions inflationnistes s'accroissent dans la plupart des économies mondiales et risquent de peser sur la reprise actuelle. Toutefois, la BCE et la FED ont maintenu leurs taux directeurs à des niveaux historiquement bas, soit respectivement 1 % et dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %.

Dans ce contexte économique, la plupart des grandes banques internationales ont affiché des résultats en redressement pour l'année 2010, en partie liée à la baisse significative du coût du risque. Les cinq premières banques françaises ont ainsi cumulé 21 milliards d'euros de profit. Toutefois, les nouvelles contraintes réglementaires (Bâle III¹) constituent un défi pour la rentabilité des banques qui cherchent d'ores et déjà à mettre en œuvre des solutions pour capter des liquidités.

2. Evolution financière et bancaire à Saint-Pierre-et-Miquelon

Les actifs financiers se stabilisent sur un an (-0,6%) pour atteindre 208 millions d'euros. Toutefois, le montant total des actifs connaît pour la première fois une évolution annuelle légèrement négative qui n'avait plus été observée depuis le 1^{er} trimestre 2006, mettant fin à une progression continue pendant cinq ans de l'épargne des agents économiques. La croissance des actifs des collectivités locales ne suffisent plus à compenser le recul des actifs des ménages et des entreprises.

En revanche, l'encours brut total des crédits à l'économie augmente pour dépasser 151 millions d'euros (+3% sur un an), soit le cinquième trimestre consécutif de hausse. Si les encours de long terme des ménages et des collectivités locales sont une nouvelle fois en progression, la tendance s'est inversée pour les entreprises, dont la part des crédits de court terme a progressé au détriment des crédits d'investissement. Par ailleurs le taux de créances douteuses recule pour le huitième trimestre consécutif et atteint 7,4%.



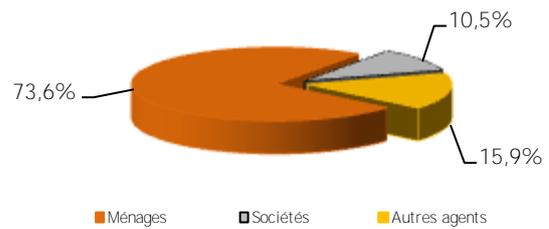
¹ Transposition en droit national d'ici le 1^{er} janvier 2013.

2.1. Stabilisation des actifs financiers de la place

L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques de Saint-Pierre-et-Miquelon reste stable sur un an (-0,6%) pour s'établir à 208 millions d'euros à fin décembre 2010.

Les ménages rassemblent environ les trois quarts des actifs, soit à peu près la même proportion qu'en décembre 2009. La principale évolution concerne la part des entreprises, qui recule de 1,5 point sur un an au profit des collectivités locales.

Répartition des actifs par agent au 31 décembre 2010



Répartition des actifs financiers par nature au 31 décembre 2010



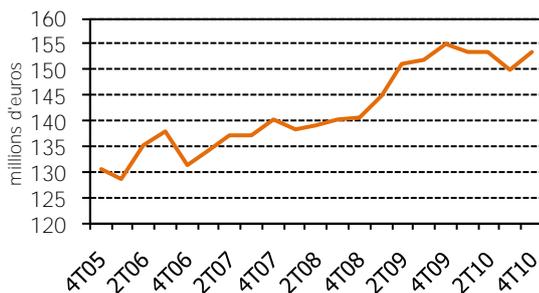
Les actifs sont constitués pour moitié de placements liquides ou à court terme, les dépôts à vue et l'épargne à long terme représentant respectivement 37% et 14% des actifs.

L'évolution des actifs sur un an résulte principalement de la forte hausse des placements de long terme (environ 60% en glissement annuel), soit le sixième trimestre consécutif de hausse. A l'inverse, les placements à court terme reculent pour le quatrième trimestre consécutif (-8%), ainsi que les dépôts à vue sur les trois derniers trimestres (-4%).

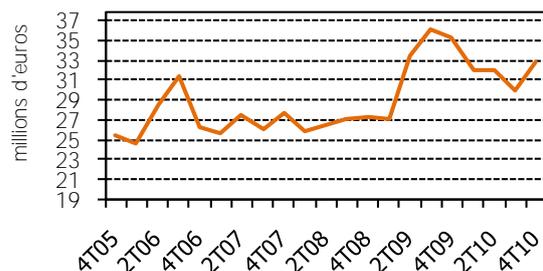
a) Réorientation des actifs financiers des ménages vers des placements à long terme

Les actifs des ménages (153 millions d'euros) enregistrent une légère baisse de 1% sur un an (-1,4 million d'euros), témoignant d'un comportement de désépargne pour le second trimestre consécutif. Les différents indicateurs font de nouveau état d'un recul de l'épargne à court terme des ménages en faveur des placements de plus long terme. Les dépôts à vue (-7%) et les placements liquides ou à court terme (-10%) diminuent respectivement pour les troisième et quatrième trimestres consécutifs. Ensemble, ils représentent une baisse de plus de 12 millions d'euros sur un an, dont près de 9 millions pour les seuls placements indexés sur les taux du marché. Ce comportement de désépargne à court terme témoigne de la sensibilité des ménages à la baisse des taux d'intérêt. Ces derniers choisissent en effet de réorienter leur épargne vers des placements de plus long terme, dont le montant progresse de 59% sur un an, soit environ 11 millions d'euros supplémentaires sur un an. Cette forte progression s'explique essentiellement par la hausse des contrats d'assurance-vie dont le montant augmente à lui-seul de 10 millions d'euros sur un an (+91%).

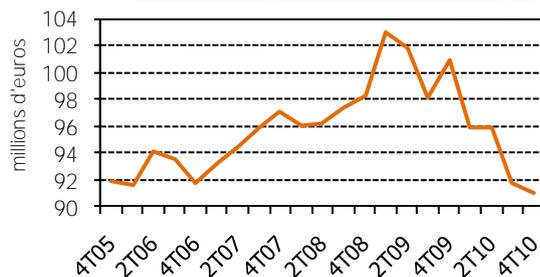
Actifs totaux des ménages



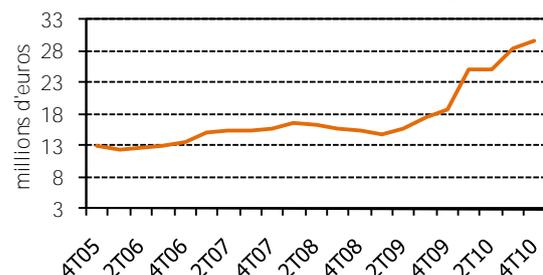
Dépôts à vue des ménages



Placements liquides ou à CT des ménages



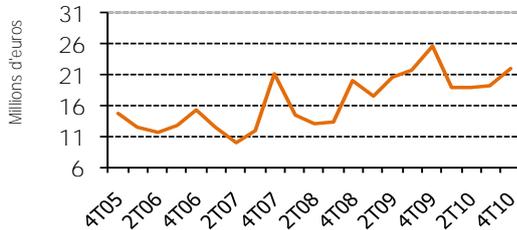
Epargne à long terme des ménages



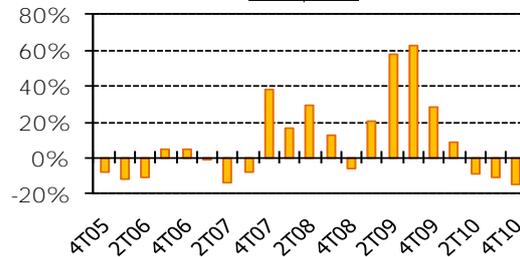
b) Recul des actifs financiers des entreprises

A fin décembre 2010, les actifs des **entreprises s'élèvent à 22 millions d'euros et représentent un peu moins de 11% de l'épargne totale des agents de la place. Ils s'inscrivent toutefois en baisse de 15% sur un an, soit le troisième trimestre consécutif de diminution.** Les dépôts à vue, qui regroupent les trois quarts des actifs des entreprises, reculent de 20%, tandis que les placements liquides ou à court terme progressent de 5%, ce qui marque une inversion de tendance après trois trimestres de baisse.

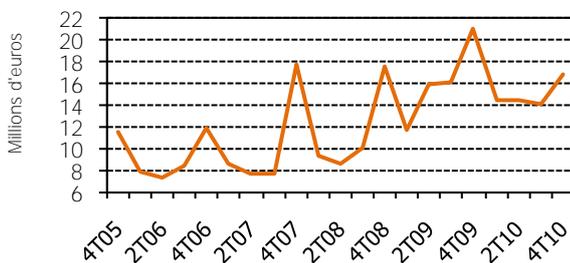
Evolution des actifs des entreprises



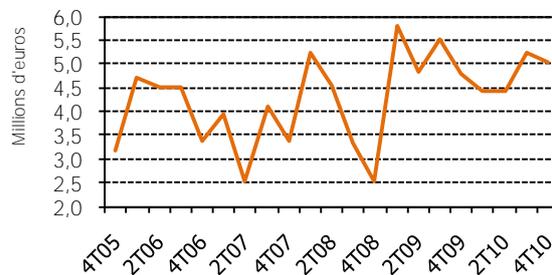
Variation en glissement annuel des actifs des entreprises



Evolution des dépôts à vue des entreprises



Evolution des placements liquides des entreprises



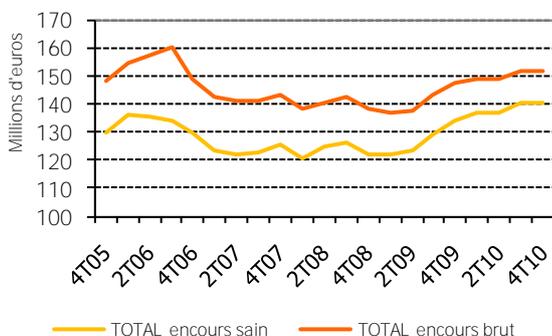
c) Ralentissement de la progression des actifs financiers des autres agents

Les actifs des **autres agents** poursuivent leur mouvement de hausse, mais à un rythme moins soutenu (+15%). Les dépôts à vue (80% des actifs totaux) augmentent de 15% et les placements liquides ou à court terme de 13%.

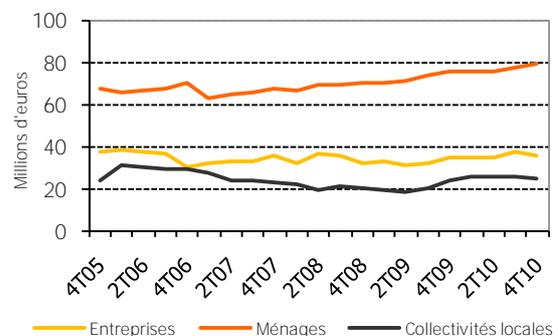
2.2. Evolution favorable des financements bancaires

L'**encours brut total** des crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit progresse de 3% pour s'établir à 151 millions d'euros à la fin de l'année 2010. Il s'agit du cinquième trimestre consécutif de hausse, celle-ci concernant tous les agents économiques. Les crédits aux entreprises connaissent toutefois une évolution contrastée. En effet, les crédits à l'investissement s'inscrivent en légère baisse pour la première fois depuis deux ans. En revanche, les crédits d'exploitation retrouvent un rythme de progression relativement élevé qu'ils n'avaient pas enregistré depuis le second trimestre 2008. Par ailleurs le taux de créances douteuses affiche un huitième trimestre consécutif de baisse et s'élève à 7,4%.

Evolution des encours totaux



Evolution des encours sains par agent

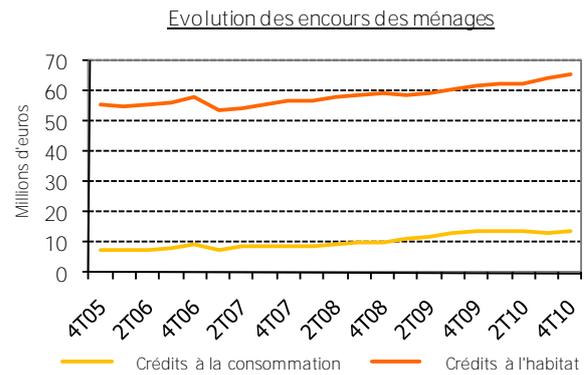


a) Hausse de la demande de crédits à l'habitat de la part des ménages

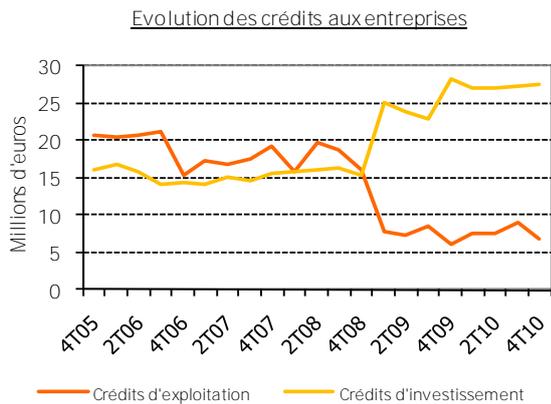
L'encours sain des ménages poursuit sa progression au quatrième trimestre 2010 (+5%) et dépasse les 79 millions d'euros, soit le douzième trimestre consécutif de hausse.

L'encours des crédits à l'habitat, qui représente 83% de l'endettement total des ménages, est le facteur principal de cette évolution (+6%).

En outre les crédits à la consommation, qui avaient légèrement reculé au troisième trimestre, s'inscrivent de nouveau à la hausse (+2%).



b) Diminution de la demande de crédits d'investissement par les entreprises

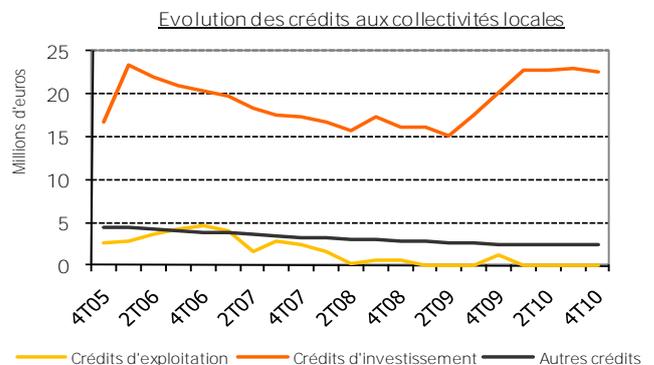


L'encours sain des entreprises s'accroît de 2% sur un an et franchit la barre des 35 millions d'euros ; malgré un ralentissement de la progression des encours, il s'agit du cinquième trimestre consécutif de hausse.

En revanche, les crédits d'investissements reculent d'environ 3%, ce qui ne s'était plus produit depuis le quatrième trimestre 2008. La progression des encours est donc exclusivement due à la hausse des crédits d'exploitation (+14%), dont l'augmentation est plus forte qu'au trimestre précédent.

c) Développement des crédits de long terme aux collectivités locales

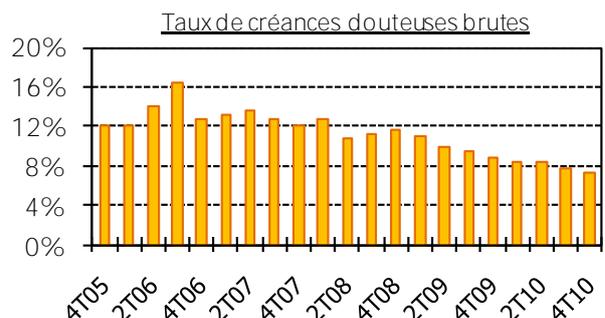
Enfin, l'encours sain des collectivités locales enregistre une hausse de 5 % sur un an et atteint 25 millions d'euros. Les crédits d'investissement, qui représentent 90% de l'encours, ont progressé de 12%, tandis que les crédits d'exploitations deviennent négligeables.



2.3. Diminution du risque de crédit au quatrième trimestre 2010

Les créances douteuses brutes diminuent de 15% sur un an et s'élève à un peu plus de 11 millions d'euros à la fin de l'année 2010. Le taux de créances douteuses brutes enregistre ainsi une nouvelle baisse pour atteindre 7,4%, soit le plus faible niveau observé sur l'archipel depuis le 1^{er} trimestre 2005 (7%).

Le taux de provisionnement est une nouvelle fois en progression, passant de 70,3% en décembre 2009 à 74,4% en décembre 2010. Cette hausse résulte davantage de la diminution des créances douteuses nettes que d'un effort de provisionnement, comme en témoigne la diminution du montant des provisions (-10%) et des créances douteuses nettes (-27%).



3. Les risques recensés au Service Central des Risques

Le Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France est chargé de centraliser mensuellement les encours accordés par les établissements de crédit et les entreprises d'investissement dès lors qu'ils atteignent, par bénéficiaire déclarable, par guichet et par nature de déclaration, le seuil fixé par instruction de la Banque de France (actuellement de 25 000 euros).

Le montant global des déclarations de risques auprès du Service Central des Risques de la Banque de France atteint 73,0 millions d'euros en décembre 2010, soit un léger recul de 1,8% sur un an.

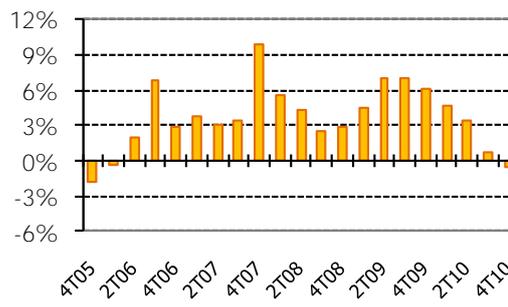
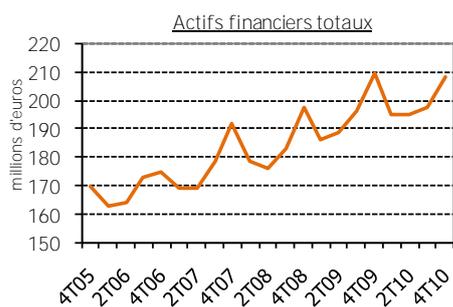
L'encours de risques le plus élevé est porté par le secteur *Administrations et Collectivités locales* qui représente 27% des risques de la place, soit 19,5 millions d'euros, en hausse de 13% sur un an. Le secteur *immobilier et services aux entreprises* arrive en seconde position avec 13% du total et 9,4 millions d'euros.

L'évolution annuelle des encours varie selon les secteurs. Les plus fortes augmentations concernent le secteur de *l'industrie*, dont l'encours passe de 0,6 million d'euros à 1,4 million d'euros sur un an, ainsi que celui du *secteur primaire* (+ 176 000 euros). A l'inverse l'encours de la *construction* recule de 2,9 millions d'euros sur un an, suivi par l'encours du secteur du *commerce* (- 1,6 million d'euros).

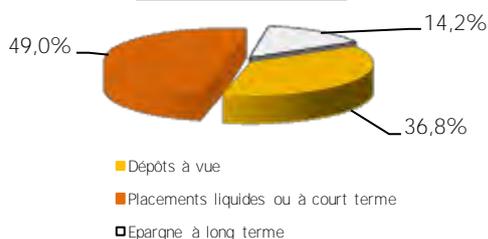
2. Les actifs financiers de la clientèle non financière

Actifs par agent	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	Variations	
										1 an	1 trim
Sociétés	20,071	17,460	20,746	21,698	25,825	18,964	18,965	19,241	21,916	-15,1%	13,9%
Dépôts à vue	17,560	11,676	15,928	16,196	21,033	14,522	14,522	14,067	16,904	-19,6%	20,2%
Placements liquides ou à court terme	2,511	5,784	4,818	5,502	4,792	4,442	4,442	5,226	5,011	4,6%	-4,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,000	0,000							0,000		
Placements indexés sur les taux du marché	2,511	5,784	4,818	5,502	4,792	4,442	4,442	5,226	5,011	4,6%	-4,1%
dont comptes à terme	2,511	5,784	4,818	5,502	4,792	4,442	4,442	5,226	5,011	4,6%	-4,1%
dont OPCVM monétaires											
dont certificats de dépôts											
Epargne à long terme							0,001	0,001	0,001		0,0%
dont OPCVM non monétaires											
Ménages	140,827	144,822	151,104	151,913	154,887	153,259	153,259	150,129	153,456	-0,9%	2,2%
Dépôts à vue	27,342	27,069	33,490	36,144	35,284	32,106	32,106	30,044	32,914	-6,7%	9,6%
Placements liquides ou à court terme	98,162	102,985	101,839	98,139	100,958	95,901	95,901	91,720	90,980	-9,9%	-0,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	35,600	36,433	38,967	43,779	47,683	44,680	44,680	47,189	47,055	-1,3%	-0,3%
Livrets ordinaires	29,046	29,878	32,675	37,524	41,256	38,122	38,122	40,252	39,728	-3,7%	-1,3%
Livrets A et bleu	5,933	5,933	5,825	5,784	5,977	6,116	6,116	6,486	6,860	14,8%	5,8%
Livrets jeunes	0,576	0,581	0,429	0,432	0,428	0,405	0,405	0,406	0,425	-0,7%	4,7%
Livrets d'épargne populaire											
CODEVI									0,005		
Comptes d'épargne logement	0,045	0,041	0,038	0,039	0,022	0,037	0,037	0,037	0,038	71,9%	1,9%
Placements indexés sur les taux du marché	62,562	66,552	62,872	54,360	53,275	51,221	51,221	44,531	43,925	-17,6%	-1,4%
dont comptes à terme	60,599	64,589	61,029	52,743	52,176	50,122	50,122	43,420	42,794	-18,0%	-1,4%
dont bons de caisse	1,963	1,963	1,843	1,617	1,099	1,099	1,099	1,110	1,131	2,9%	1,9%
dont OPCVM monétaires		0,000						0,001			
Epargne à long terme	15,323	14,768	15,775	17,630	18,645	25,252	25,252	28,364	29,562	58,5%	4,2%
Plans d'épargne logement	2,164	2,016	2,182	2,180	2,253	2,364	2,364	2,529	2,799	24,2%	10,7%
Plans d'épargne populaire											
Autres comptes d'épargne											
Portefeuille-titres											
OPCVM non monétaires	3,840	3,433	4,114	5,101	5,126	5,291	5,291	5,075	5,195	1,3%	2,4%
Contrats d'assurance-vie	9,319	9,319	9,479	10,349	11,266	17,597	17,597	20,760	21,568	91,4%	3,9%
Autres agents	36,558	23,935	16,725	22,582	28,929	22,897	22,897	28,296	33,113	14,5%	17,0%
Dépôts à vue	26,482	16,655	11,385	17,458	23,505	17,379	17,379	22,026	26,998	14,9%	22,6%
Placements liquides ou à court terme	10,076	7,280	5,340	5,124	5,424	5,518	5,518	6,270	6,115	12,7%	-2,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	4,126	4,099	3,836	3,696	3,915	4,006	4,006	4,144	3,841	-1,9%	-7,3%
Placements indexés sur les taux du marché	5,950	3,181	1,504	1,428	1,509	1,512	1,512	2,126	2,274	50,7%	7,0%
dont comptes à terme	5,950	3,181	1,504	1,428	1,509	1,512	1,512	2,126	2,274	50,7%	7,0%
Epargne à long terme	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
TOTAL	197,456	186,217	188,575	196,193	209,641	195,120	195,120	197,596	208,485	-0,6%	5,5%
Dépôts à vue	71,384	55,400	60,803	69,798	79,822	64,007	64,007	66,138	76,817	-3,8%	16,1%
Placements liquides ou à court terme	110,749	116,049	111,997	108,765	111,174	105,861	105,861	103,092	102,105	-8,2%	-1,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	39,726	40,532	42,803	47,475	51,598	48,686	48,686	51,209	50,895	-1,4%	-0,6%
Placements indexés sur les taux du marché	71,023	75,517	69,194	61,290	59,576	57,175	57,175	51,883	51,210	-14,0%	-1,3%
Epargne à long terme	15,323	14,768	15,775	17,630	18,645	25,252	25,252	28,365	29,562	58,5%	4,2%

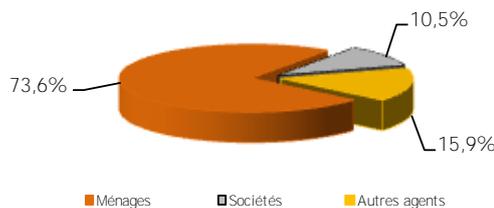
Total des actifs financiers



Répartition des actifs financiers par nature au 31 décembre 2010

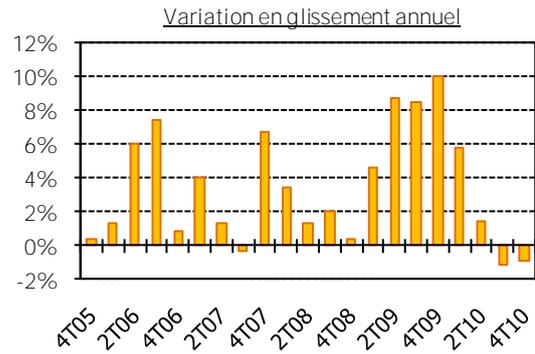
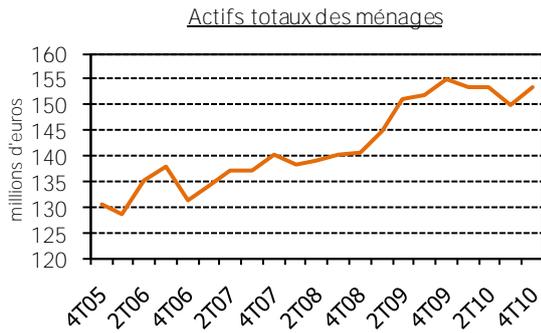


Répartition des actifs par agent au 31 décembre 2010

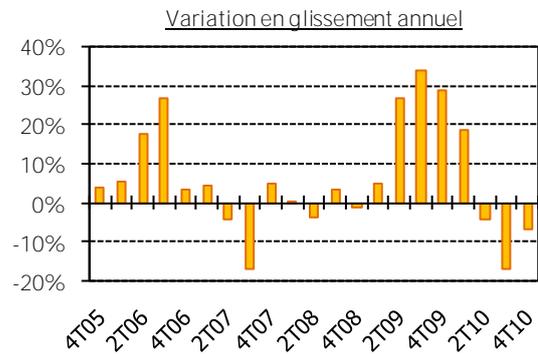
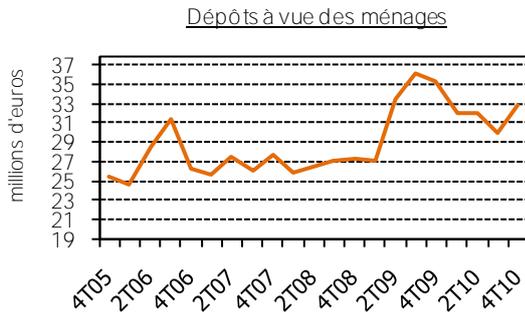


Les avoirs des ménages

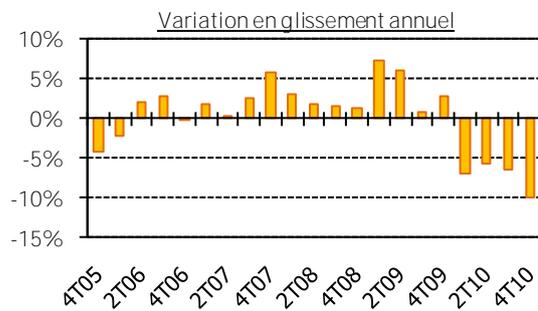
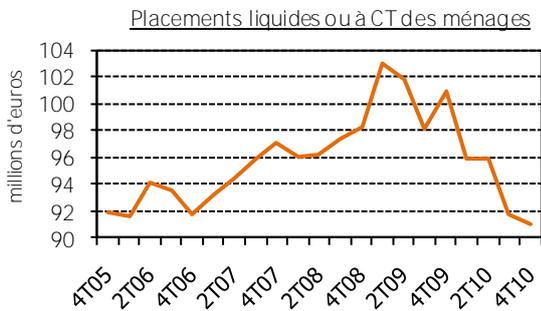
Total des actifs financiers



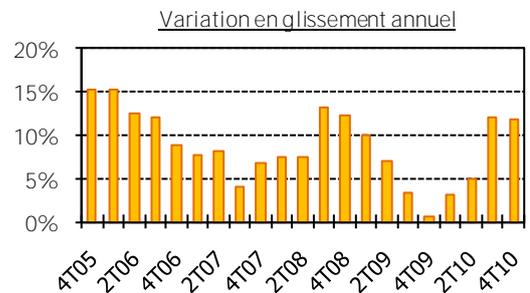
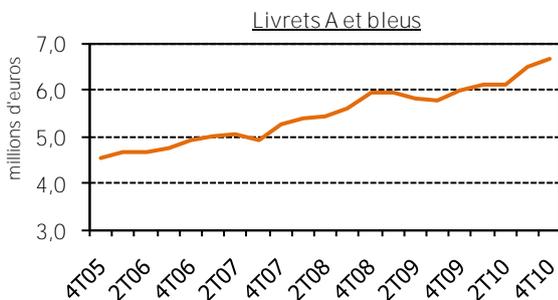
Dépôts à vue



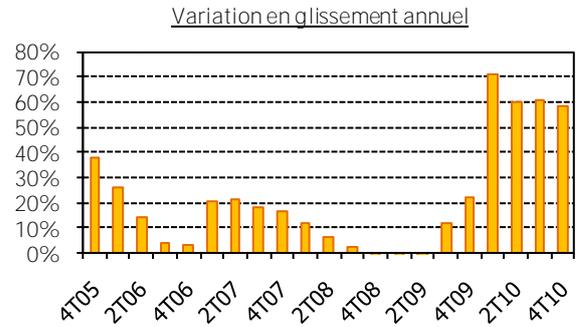
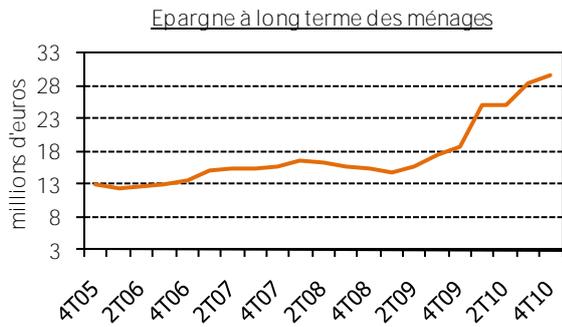
Placements liquides ou à court terme



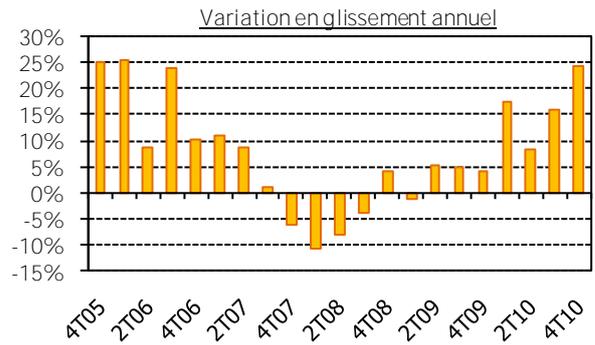
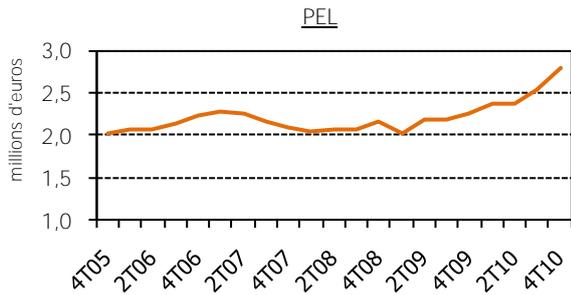
Livrets A et bleu



Epargne à long terme

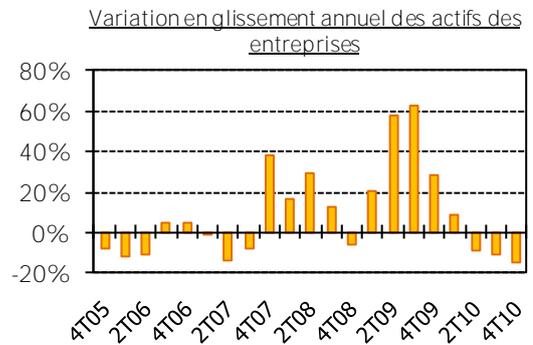
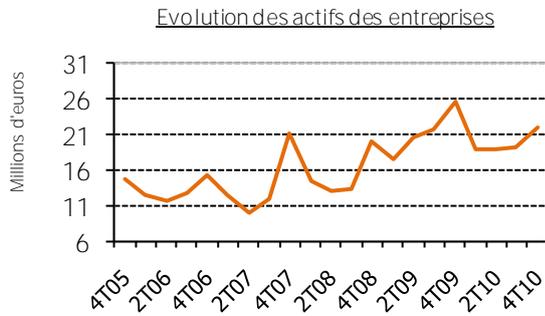


Plans d'épargne logement

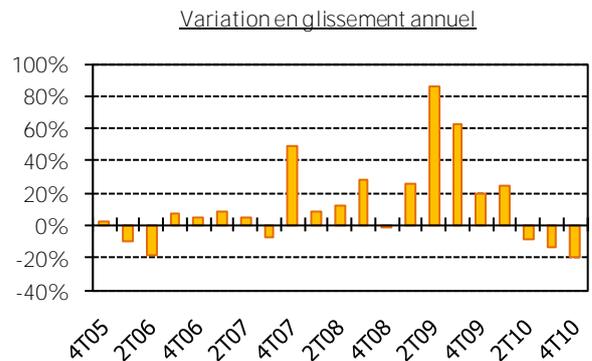
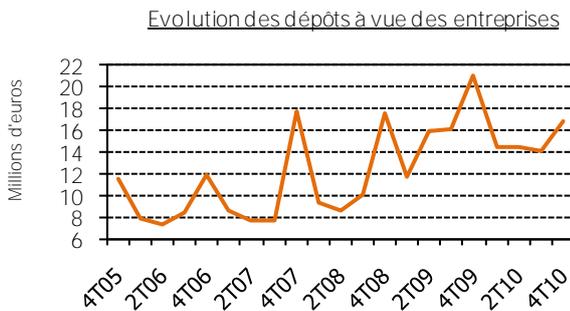


Les avoirs des entreprises

Total des actifs financiers

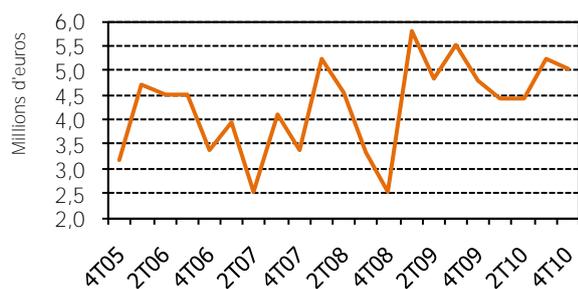


Dépôts à vue

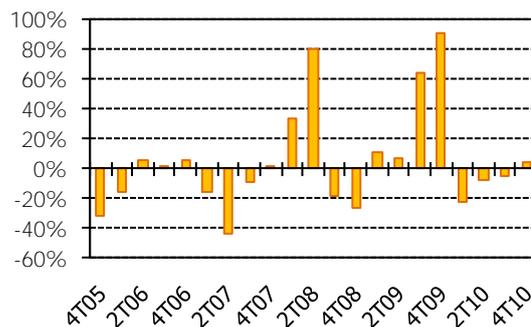


Placements liquides ou à court terme

Evolution des placements liquides des entreprises



Variation en glissement annuel



Les actifs par nature

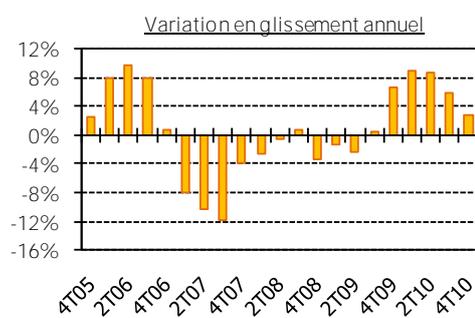
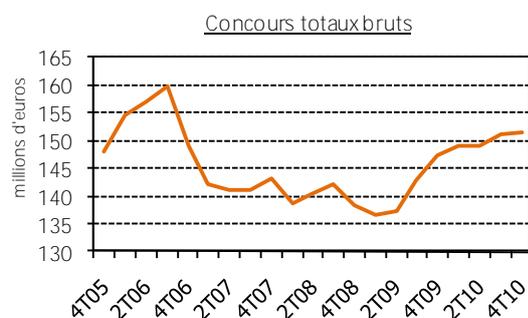
Actifs par nature	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	Variations	
										1 an	1 trim
Dépôts à vue	71,384	55,400	60,803	69,798	79,822	64,007	64,007	66,138	76,817	-3,8%	16,1%
Placements liquides ou à court terme	110,749	116,049	111,997	108,765	111,174	105,861	105,861	103,217	102,105	-8,2%	-1,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	39,726	40,532	42,803	47,475	51,598	48,686	48,686	51,334	50,895	-1,4%	-0,9%
Livrets ordinaires	29,046	29,878	32,675	35,524	41,256	38,122	38,122	44,291	43,424	5,3%	-2,0%
Livrets A et bleu	5,933	5,933	5,825	5,784	5,977	6,116	6,116	6,591	7,004	17,2%	6,3%
Livrets jeunes	0,576	0,581	0,429	0,432	0,428	0,405	0,405	0,406	0,425	-0,7%	4,7%
Livrets d'épargne populaire											
CODEVI									0,005		
Comptes d'épargne logement	0,045	0,041	0,038	0,039	0,022	0,037	0,037	0,037	0,038	71,9%	1,9%
Placements indexés sur les taux du marché	71,023	75,517	69,194	61,290	59,576	57,175	57,175	51,883	51,210	-14,0%	-1,3%
Dépôts à terme	69,060	73,554	67,351	59,673	58,477	56,076	56,076	50,772	50,079	-14,4%	-1,4%
Bons de caisse	1,963	1,963	1,843	1,617	1,099	1,099	1,099	1,110	1,131	2,9%	1,9%
Titres de créances négociables											
OPCVM monétaires								0,001			
Epargne à long terme	15,323	14,768	15,775	17,630	18,645	25,252	25,252	28,365	29,529	58,4%	4,1%
Plans d'épargne logement	2,164	2,016	2,182	2,180	2,253	2,364	2,364	2,529	2,799	24,2%	10,7%
Plans d'épargne populaire											
Autres comptes d'épargne											
Actions											
Obligations								0,001	0,001		0,0%
OPCVM non monétaires	3,840	3,433	4,114	5,101	5,126	5,291	5,291	5,075	5,161	0,7%	1,7%
Contrats d'assurance-vie	9,319	9,319	9,479	10,349	11,266	17,597	17,597	20,760	21,568	91,4%	3,9%
TOTAL	197,456	186,217	188,575	196,193	209,641	195,120	195,120	197,720	208,451	0,8%	5,4%

3. L'endettement des agents économiques

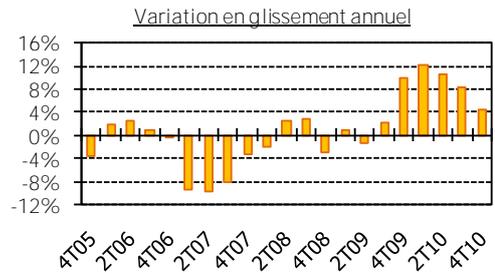
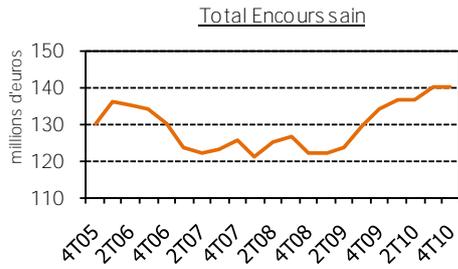
3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions d'euros										Variations	
	déc.-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	1 an	1 trim	
Entreprises	33,977	34,962	31,157	31,505	34,347	34,726	34,726	37,103	35,024	2,0%	-5,6%	
Crédits d'exploitation	16,135	7,855	7,332	8,640	6,066	7,622	7,622	9,108	6,908	13,9%	-24,2%	
Créances commerciales	3,271	0,029	0,026	0,006	0,050	0,025	0,025	2,166	0,515	930,0%	-76,2%	
Crédits de trésorerie	9,371	4,475	2,724	4,673	3,641	3,542	3,542	2,259	2,874	-21,1%	27,2%	
dont entrepreneurs individuels	0,511	0,034	0,076	0,038	0,368	0,355	0,355	0,172	0,002	-99,6%	-99,1%	
Comptes ordinaires débiteurs	3,493	3,351	4,582	3,961	2,375	4,055	4,055	4,682	3,519	48,2%	-24,8%	
Affecturage	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000			
Crédits d'investissement	15,412	27,107	23,825	22,865	28,281	27,104	27,104	27,367	27,495	-2,8%	0,5%	
Crédits à l'équipement	15,412	27,107	23,825	22,865	28,281	27,104	27,104	27,367	27,495	-2,8%	0,5%	
dont entrepreneurs individuels	1,642	2,038	1,753	1,673	1,582	2,349	2,349	1,584	1,574	-0,5%	-0,7%	
Crédit-bail	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000			
Crédits à l'habitat	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,628	0,621		-1,2%	
Autres crédits	0,354	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000			
Ménages	69,875	69,556	71,086	73,520	75,555	75,853	75,853	76,975	79,352	5,0%	3,1%	
Crédits à la consommation	10,096	11,060	11,689	12,868	13,449	13,530	13,530	12,829	13,734	2,1%	7,1%	
Crédits de trésorerie	9,607	10,053	10,472	11,150	11,870	11,934	11,934	12,303	13,315	12,2%	8,2%	
Comptes ordinaires débiteurs	0,427	0,946	1,156	1,659	1,521	1,596	1,596	0,526	0,369	-75,7%	-29,8%	
Crédit-bail	0,062	0,061	0,061	0,059	0,058	0,000	0,000	0,000	0,000			
Crédits à l'habitat	59,111	58,496	59,397	60,652	62,106	62,323	62,323	64,067	65,617	5,7%	2,4%	
Autres crédits	0,668	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000			
Collectivités locales	19,561	18,859	17,868	20,102	23,686	25,184	25,184	25,350	24,928	5,2%	-1,7%	
Crédits d'exploitation	0,612	0,002	0,055	0,002	1,112	0,001	0,001	0,000	0,000			
Crédits de trésorerie	0,612	0,002	0,002	0,001	1,100	0,000	0,000	0,000	0,000			
Comptes ordinaires débiteurs	0,000	0,000	0,053	0,001	0,012	0,001	0,001	0,000	0,000			
Crédits d'investissement	16,147	16,055	15,192	17,488	20,153	22,762	22,762	22,929	22,507	11,7%	-1,8%	
Crédits à l'équipement	16,147	16,055	15,192	17,488	20,153	22,762	22,762	22,929	22,507	11,7%	-1,8%	
Crédit-bail	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000			
Crédits à l'habitat	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000			
Autres crédits	2,802	2,802	2,621	2,612	2,421	2,421	2,421	2,421	2,421	0,0%	0,0%	
Autres agents de CCB non ventilés	0,687	0,534	3,284	4,171	0,477	0,769	0,769	0,537	0,884	85,3%	64,5%	
Total encours sain	134,965	134,677	123,395	129,298	134,065	136,532	136,532	139,966	140,187	4,6%	0,2%	
Créances douteuses brutes	16,124	14,916	13,738	13,696	13,162	12,511	12,511	11,346	11,216	-14,8%	-1,1%	
Créances douteuses nettes	6,337	5,013	5,627	5,629	3,903	3,392	3,392	2,772	2,866	-26,6%	3,4%	
dont entreprises	5,664	4,492	4,766	4,258	2,854	2,774	2,774	2,880	2,400	-15,9%	-16,7%	
dont ménages	0,672	0,519	0,859	1,369	1,046	0,617	0,617	0,652	0,466	-55,4%	-28,5%	
Provisions	9,787	9,903	8,111	8,067	9,259	9,119	9,119	8,574	8,350	-9,8%	-2,6%	
Total encours brut	151,089	149,593	137,133	142,994	147,227	149,043	149,043	151,312	151,404	2,8%	0,1%	
Taux de créances douteuses	10,7%	10,0%	10,0%	9,6%	8,9%	8,4%	8,4%	7,9%	7,4%	-17,1%	-5,8%	
Taux de provisionnement	60,7%	66,4%	59,0%	58,9%	70,3%	72,9%	72,9%	75,9%	74,4%	5,8%	-1,9%	

Encours de crédits bruts

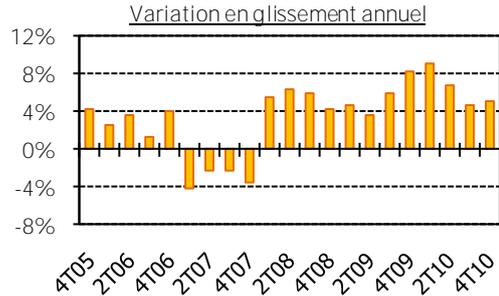
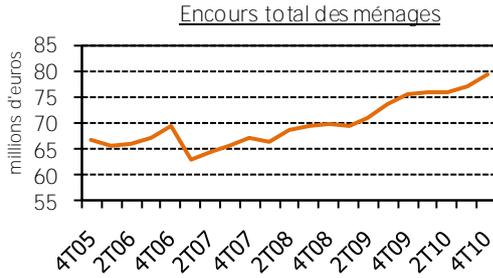


Encours de crédits sains

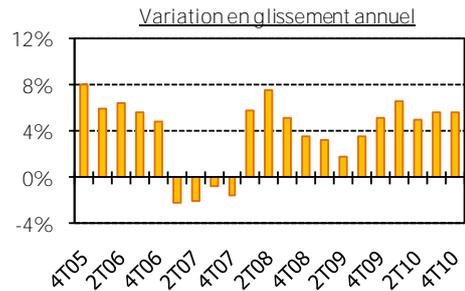
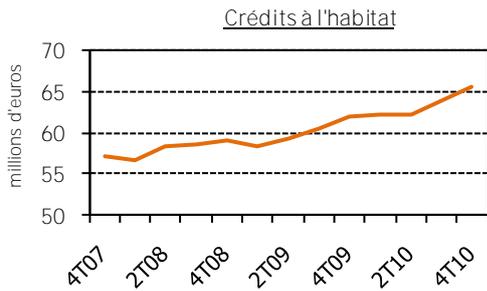


L'endettement des ménages

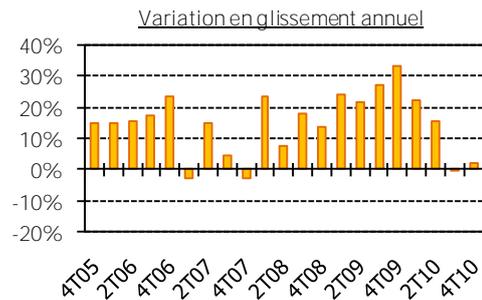
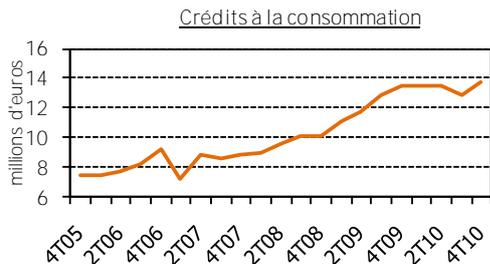
Encours de crédits sains



Crédits à l'habitat

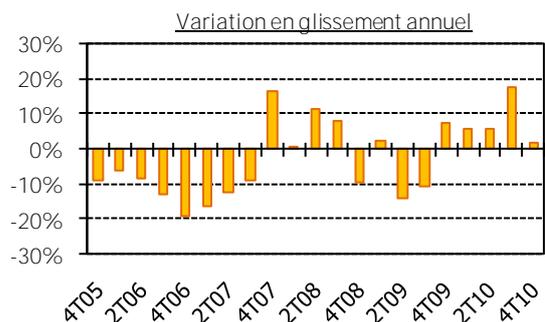
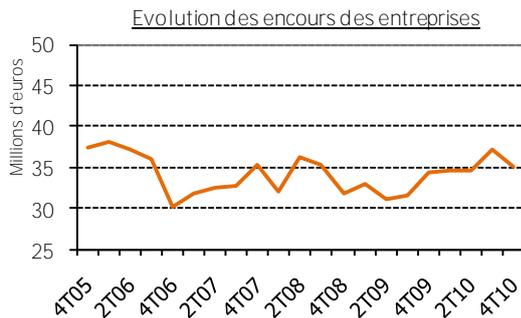


Crédits à la consommation

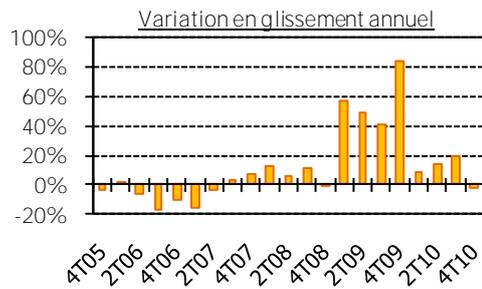
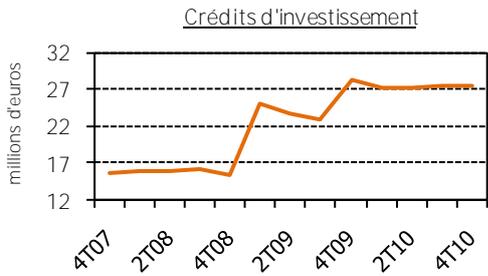


L'endettement des entreprises

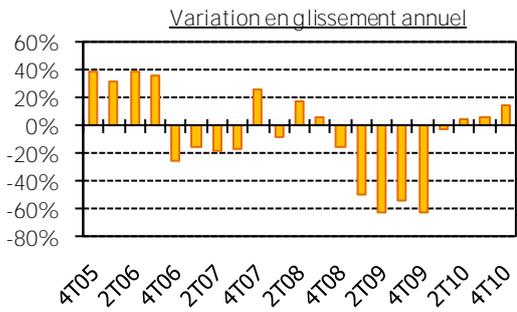
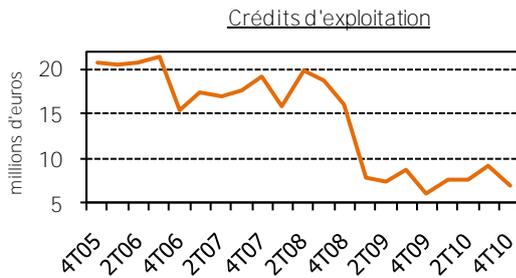
Encours de crédits sains



Crédits d'investissement

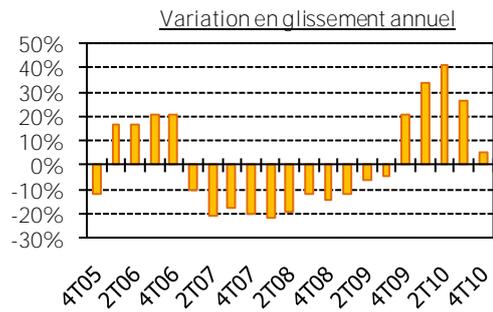
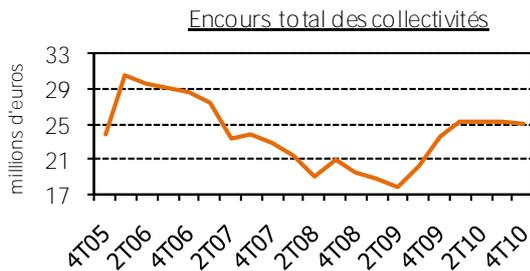


Crédits d'exploitation

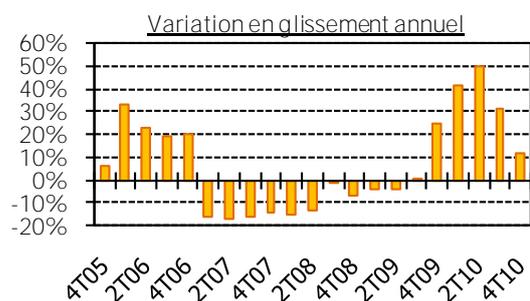
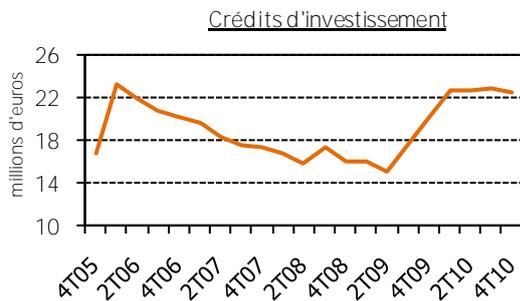


L'endettement des Collectivités locales

Encours de crédits sains



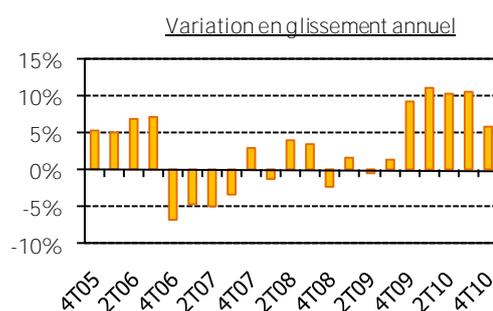
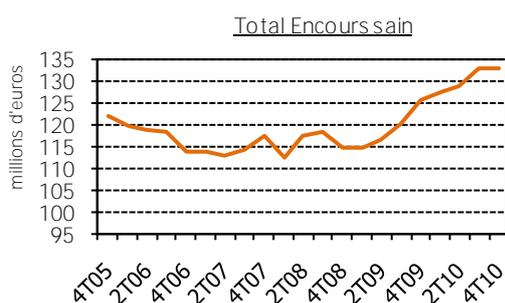
Crédits d'investissement



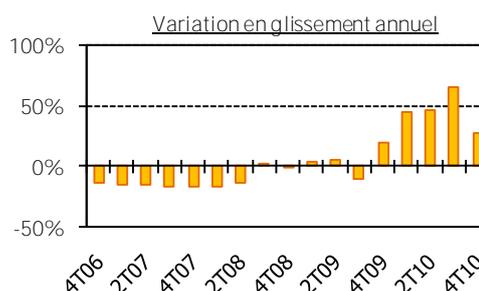
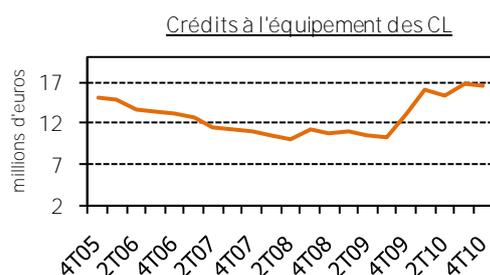
3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux

	Montants en millions d'euros									Variations	
	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	1 an	1 trim
Entreprises	30,75	31,756	30,135	30,473	33,304	32,936	34,686	35,583	33,569	0,8%	-5,7%
Crédits d'exploitation	16,135	7,854	7,332	8,64	6,066	7,622	8,316	9,108	6,908	13,9%	-24,2%
Créances commerciales	3,271	0,029	0,026	0,006	0,050	0,025	1,678	2,166	0,515	930,7%	-76,2%
Crédits de trésorerie	9,371	4,475	2,724	4,673	3,641	3,542	1,442	2,259	2,874	-21,1%	27,2%
dont entrepreneurs individuels	0,511	0,034	0,076	0,038	0,368	0,355	0,091	0,172	0,163	-55,7%	-5,2%
Comptes ordinaires débiteurs	3,493	3,350	4,582	3,961	2,375	4,055	5,196	4,682	3,519	48,2%	-24,9%
Affacturation					0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Crédits d'investissement	14,261	23,902	22,803	21,833	27,238	25,314	25,957	25,847	26,040	-4,4%	0,7%
Crédits à l'équipement	14,261	23,902	22,803	21,833	27,238	25,314	25,957	25,847	26,040	-4,4%	0,7%
dont entrepreneurs individuels	1,557	1,954	1,669	1,563	1,460	2,228	1,529	1,461	1,453	-0,5%	-0,6%
Crédit-bail					0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Crédits à l'habitat					0,000	0,000	0,413	0,628	0,621		-1,1%
Autres crédits	0,354				0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Ménages	68,791	68,443	70,008	72,528	74,945	75,225	75,142	76,869	79,275	5,8%	3,1%
Crédits à la consommation	9,869	10,833	11,463	12,698	13,249	13,301	11,955	12,802	13,734	3,7%	7,3%
Crédits de trésorerie	9,380	9,826	10,246	10,980	11,670	11,705	11,521	12,276	13,315	14,1%	8,5%
Comptes ordinaires débiteurs	0,427	0,946	1,156	1,659	1,521	1,596	0,435	0,526	0,369	-75,8%	-29,9%
Crédit-bail	0,062	0,061	0,061	0,059	0,058	0,000	0,000	0,000	0,051	-12,1%	
Crédits à l'habitat	58,254	57,610	58,545	59,830	61,696	61,924	63,187	64,067	65,540	6,2%	2,3%
Autres crédits	0,668				0,000	0,000	0,000	0,000			
Collectivités locales	3,521	3,195	2,964	2,698	16,639	18,432	17,909	19,341	19,144	15,1%	-1,0%
Crédits d'exploitation	0,608		0,053	0,001	1,112	0,001	0,000	0,000	0,000		
Crédits de trésorerie	0,608				1,100	0,000	0,000	0,000			
Comptes ordinaires débiteurs			0,053	0,001	0,012	0,001	0,000	0,000	0,000	-99,3%	
Crédits d'investissement	2,913	3,195	2,911	2,697	13,106	16,010	15,488	16,920	16,723	27,6%	-1,2%
Crédits à l'équipement	2,913	3,195	2,911	2,697	13,106	16,010	15,488	16,920	16,723	27,6%	-1,2%
Crédit-bail					0,000	0,000	0,000	0,000			
Crédits à l'habitat					0,000	0,000	0,000	0,000			
Autres crédits					2,421	2,421	2,421	2,421	2,421		
Autres agents et CCB non ventilés	0,688	0,471	3,284	4,111	0,477	0,767	1,022	0,938	0,884	85,2%	-5,8%
Total encours sain	114,542	114,540	116,634	119,924	125,365	127,360	128,759	132,732	132,871	6,0%	0,1%
Créances douteuses brutes	15,916	14,710	13,532	13,492	12,961	12,312	12,312	11,292	11,164	-13,9%	-1,1%
Créances douteuses nettes	6,129	4,807	5,421	5,425	3,702	3,193	3,193	2,718	2,814	-24,0%	3,5%
dont entreprises	5,456	4,286	4,561	4,055	2,653	2,575	2,575	2,067	2,348	-11,5%	13,6%
dont ménages	0,672	0,519	0,859	1,369	1,046	0,617	0,617	0,652	0,466	-55,4%	-28,5%
Provisions	9,787	9,903	8,111	8,067	9,259	9,119	9,119	8,574	8,350	-9,8%	-2,6%
Total encours brut	130,458	129,250	130,166	133,416	138,326	139,673	140,553	143,623	144,036	4,1%	0,3%
Taux de créances douteuses	11,7%	12,2%	11,4%	10,4%	10,1%	8,8%	8,4%	8,3%	7,75%	-23,3%	-6,9%
Taux de provisionnement	67,2%	61,5%	67,3%	59,9%	59,8%	74,1%	77,2%	71,1%	74,79%	25,1%	5,1%

Encours total de crédits sains



Encours des crédits à l'équipement des Collectivités locales

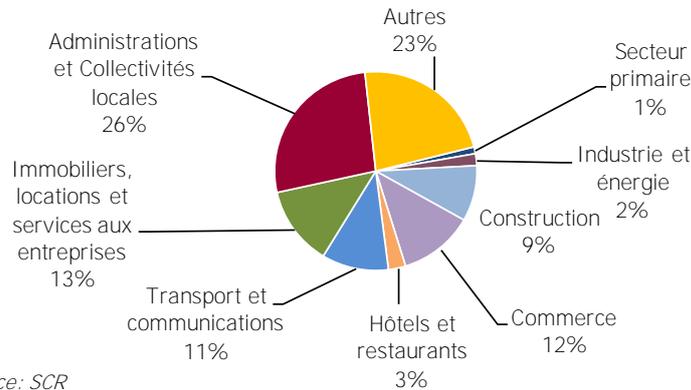


4. Les engagements bancaires

4.1 Les engagements sectoriels

Répartition des risques par secteur au 31 décembre 2010 (%)

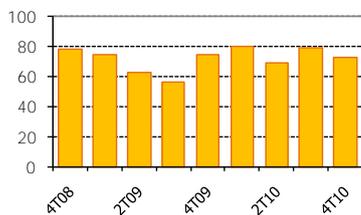
Répartition des encours déclarés par secteur



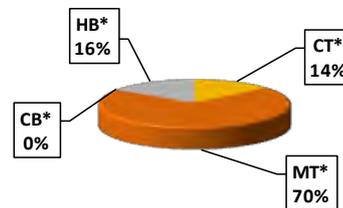
Source: SCR

Evolution globale des risques déclarés au SCR

En millions d'euros

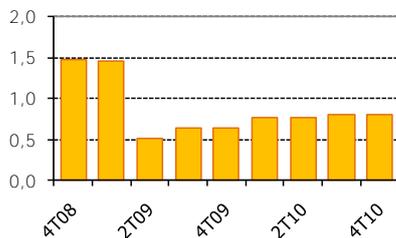


Structure (en %)

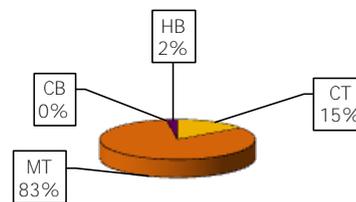


Secteur primaire

En millions d'euros

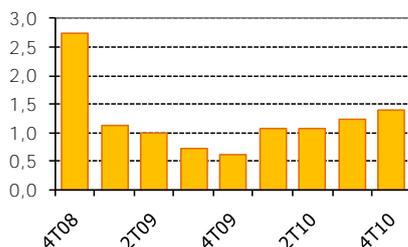


Structure (en %)

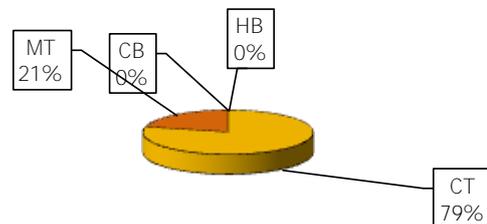


Industrie et énergie

En millions d'euros

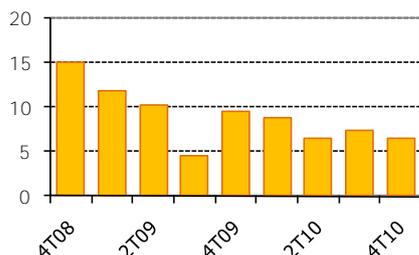


Structure (en %)

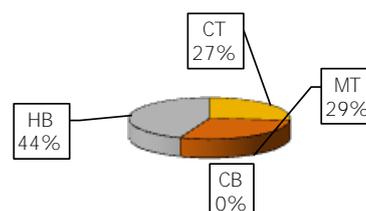


Construction

En millions d'euros



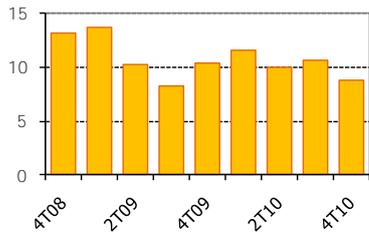
Structure (en %)



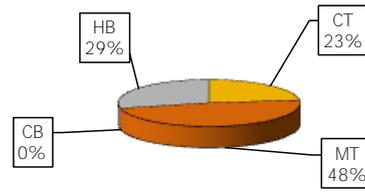
* CT : Court Terme ; MT : Moyen Terme ; CB : Crédit Bail ; HB : Hors Bilan

Commerce

En millions d'euros

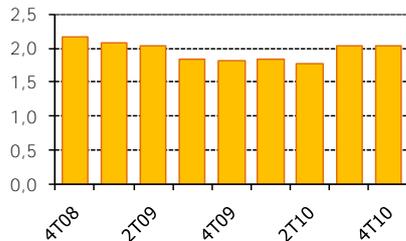


Structure (en %)

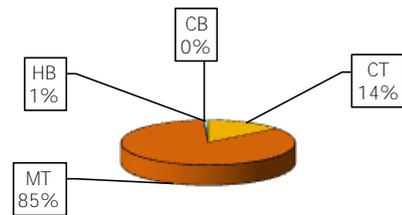


Hôtels et restaurants

En millions d'euros

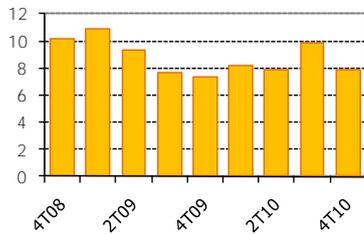


Structure (en %)

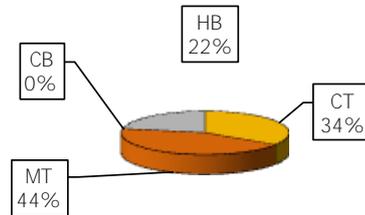


Transport et communication

En millions d'euros

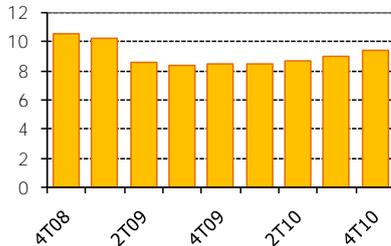


Structure (en %)

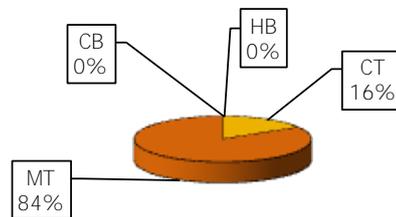


Immobiliers, locations et services aux entreprises

En millions d'euros

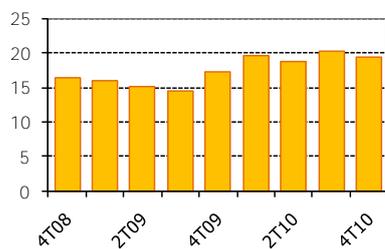


Structure (en %)

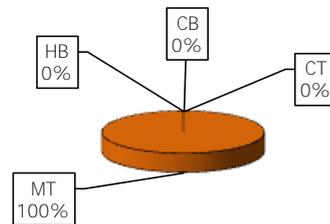


Administrations et Collectivités locales

En millions d'euros

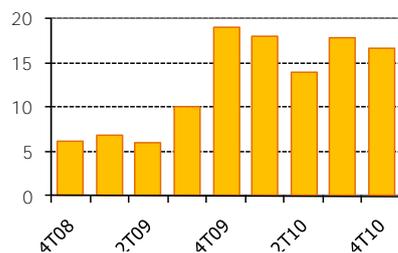


Structure (en %)

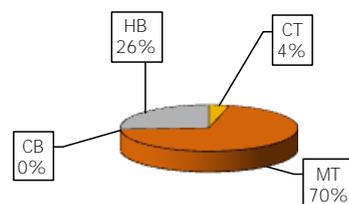


Autres secteurs d'activités

En millions d'euros



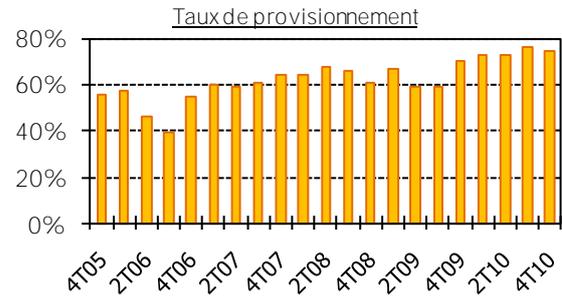
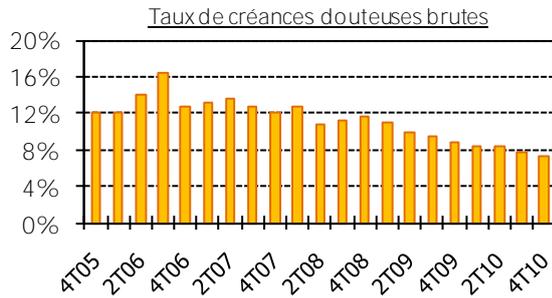
Structure (en %)



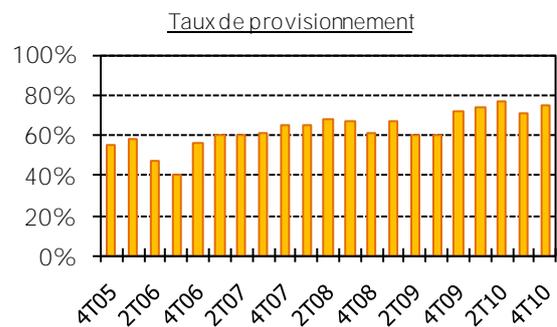
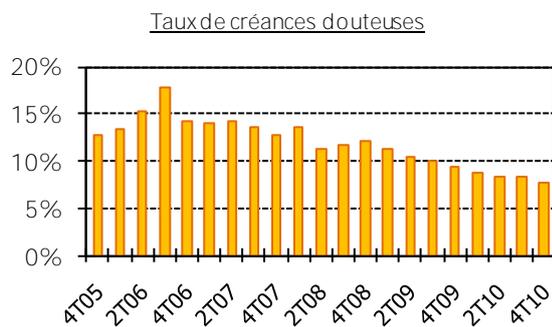
4.2 Les indicateurs de vulnérabilité

Indicateurs globaux

Ensemble des établissements de crédit

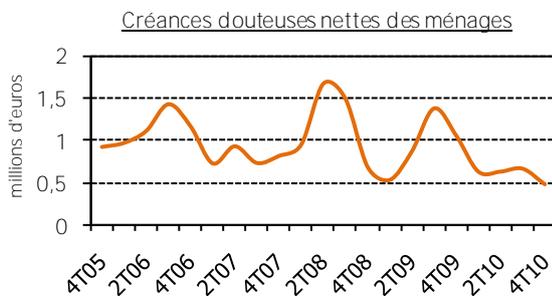


Etablissements de crédit locaux

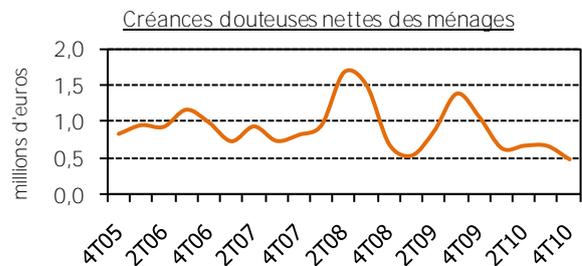


La vulnérabilité des ménages

Ensemble des établissements de crédit

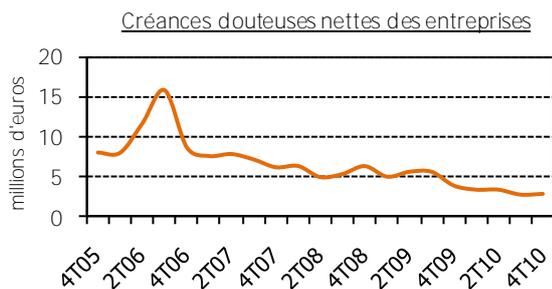


Etablissements de crédit locaux

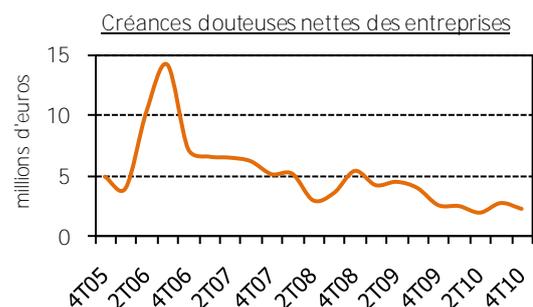


La vulnérabilité des entreprises

Ensemble des établissements de crédit



Etablissements de crédit locaux



5. Rappel des taux

5.1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème (13/05/2009)	1,00%
Taux de la facilité de dépôt (08/04/2009)	0,25%
Taux de la facilité de prêt marginal (13/05/2009)	1,75%

TAUX DE L'ÉPARGNE RÉGLEMENTÉE (depuis le 1^{er} août 2010)

Livrets A et bleu : 1,75%	LDD* : 1,75%	LEP : 2,25%	PEL** : 2,50%	CEL* : 1,25%
---------------------------	--------------	-------------	---------------	--------------

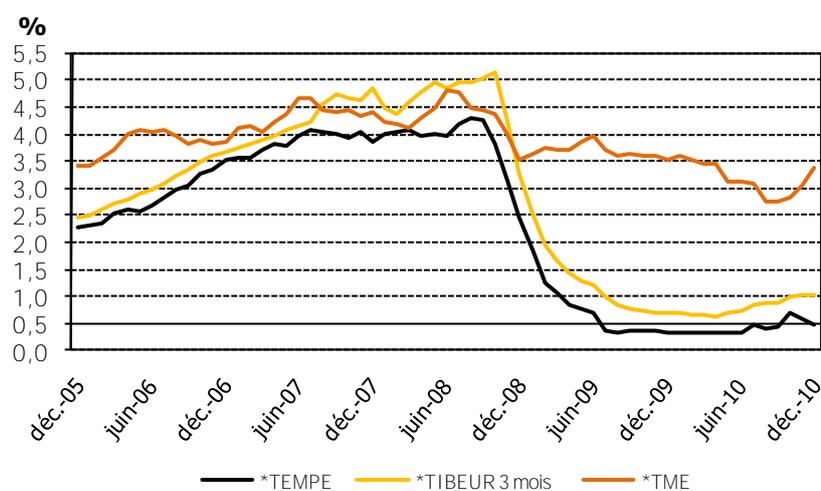
*Livret de développement durable (ex CODEVI)

**hors prime d'Etat

TAUX D'INTÉRÊT LÉGAL

Année 2010 (J.O. du 11/02/10)	0,65%
Année 2009 (J.O. du 11/02/09)	3,79%

5.2 Principaux taux de marché



*TEMPE : taux européen moyen pondéré en euro ; TIBEUR : taux interbancaire offert en euro
*TME : Taux moyen des emprunts d'Etat sur 1 an

5.3 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (TEG) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996.

Catégorie		Taux effectifs moyens pratiqués au 4 ^e trimestre 2010 par les établissements de crédit.	Plafond de l'usure applicable à compter du 1 ^{er} janvier 2011
PARTICULIERS	Prêts immobiliers		
	- Prêts à taux fixe	4,13 %	5,51%
	- Prêts à taux variable	3,72 %	4,96%
	- Prêts relais	4,41 %	5,88%
	Autres prêts		
- Prêts ≤ 1 524 € (*)	15,98 %	21,31%	
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > 1 524 € (*)	14,75 %	19,67%	
- Prêts personnels et autres prêts > 1 524 €	5,83 %	7,77%	
ENTREPRISES	Découverts en compte (**)	10,33 %	13,77%
A noter que l'article 7 de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises a supprimé la référence à un taux de l'usure, excepté pour les découverts, pour les prêts aux commerçants, artisans, entrepreneurs individuels et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.			

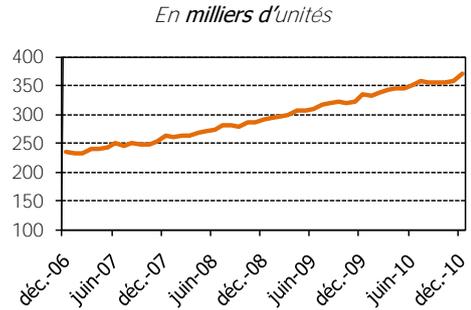
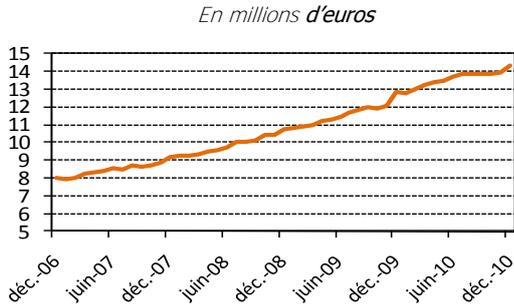
(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

(**) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

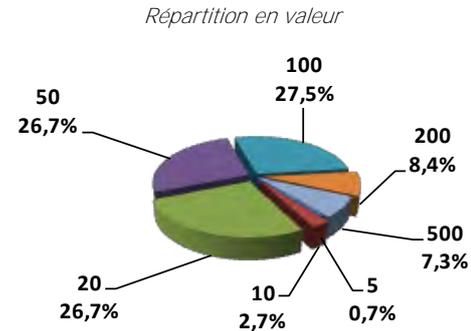
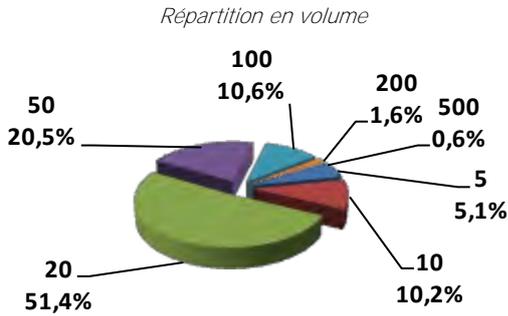
6. Monnaie fiduciaire

6.1 Emission de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets (*)



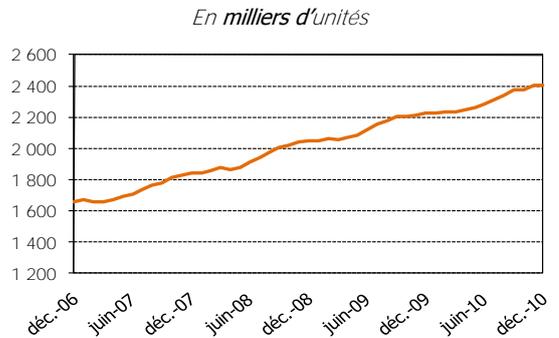
Répartition par coupure de l'émission nette cumulée de billets au 31 décembre 2010



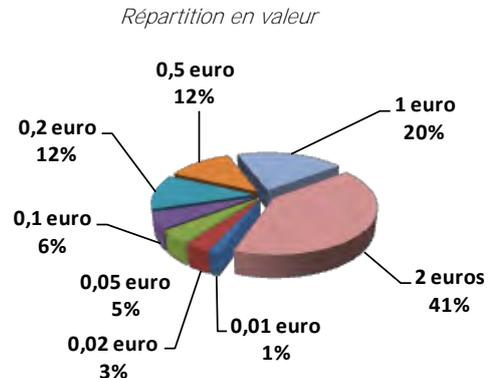
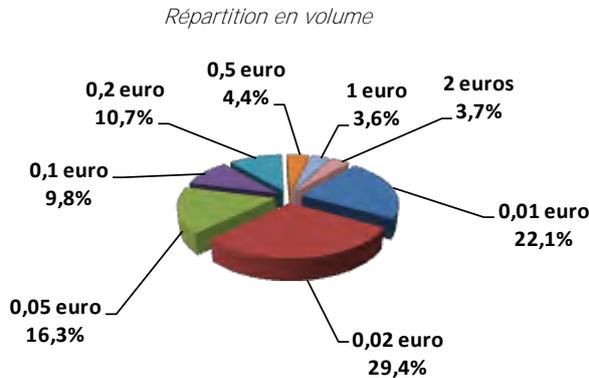
(*) Les émissions nettes sont la différence entre les billets émis et les billets retirés de la circulation. L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1^{er} janvier 2002, pré-alimentation comprise.

6.2 Emission de pièces euros

Emissions nettes cumulées de pièces (*)



Répartition par coupure de l'émission nette cumulée de pièces au 31 décembre 2010



(*) Les émissions nettes sont la différence entre les pièces émis et les pièces retirés de la circulation. L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1^{er} janvier 2002, pré-alimentation comprise.

Liste des publications

La Lettre de l'Institut d'émission

Bulletin trimestriel de conjoncture : Suivi de la conjoncture financière et bancaire
Suivi de la conjoncture économique

Rapport annuel : Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion, Mayotte,
Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy

Rapport annuel du siège de l'IEDOM

Les Notes de l'Institut d'émission

Evolutions statutaires et institutionnelles de l'outre-mer (septembre 2007)

La formation du produit net bancaire dans les DOM (octobre 2007)

Compétitivité des ports ultramarins dans leur environnement régional (décembre 2007)

Le secteur des transports dans les DCOM (décembre 2007)

Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2006 (décembre 2007)

Quel impact de la politique monétaire sur le coût du crédit aux entreprises en outre-mer ? (décembre 2007)

La gestion des déchets ménagers dans les DCOM (septembre 2008)

La filière des déchets en Guadeloupe (octobre 2008)

Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2007 (décembre 2008)

Les effets économiques de la crise sociale aux Antilles au premier trimestre 2009 (novembre 2009)

L'habitat dans les outre-mer français : progrès, enjeux, disparités (février 2010)

Les Collectivités locales des DROM : des acteurs majeurs du développement économique (décembre 2010)

Le chômage empêche la convergence du revenu des ménages entre régions ultramarines et métropolitaines (janvier 2011)

Les Notes expresses (parutions 2010-2011)

N°75 - L'habitat dans les outre-mer français - Avril 2010

N°76 - L'habitat à la Martinique, un marché sous contrainte(s) - Mai 2010

N°77 - Panorama de la Réunion – Juillet 2010

N°78 - Panorama de Mayotte – Juillet 2010

N°79 - Panorama de la Martinique – Août 2010

N°80 - Panorama de la Guadeloupe – Septembre 2010

N°81 - Panorama de Saint-Pierre-et-Miquelon – Octobre 2010

N°82 - Panorama de Saint-Barthélemy – Octobre 2010

N°83 - Premières tendances en Guadeloupe – 3^e trimestre – Octobre 2010

N°84 - Panorama de la Guyane – Novembre 2010

N°85 - Panorama de Saint-Martin – Décembre 2010

N°86 - Le microcrédit à la Martinique – Janvier 2011

N°87 - Le microcrédit à la Guadeloupe et à Saint-Martin – Janvier 2011

N°88 - Endettement et surendettement des ménages à la Guadeloupe – Février 2011

N°89 - Le microcrédit à la Réunion : un outil d'intégration économique et sociale ? – Février 2011

N°90 - Premières tendances en Guadeloupe – 4^e trimestre – Février 2011

N°91 - Le microcrédit à Mayotte – Février 2011

Les publications CEROM (dernières parutions)

Les comptes économiques de la Guyane en 2006 : premiers résultats (septembre 2007)

Les comptes économiques de la Martinique en 2006 (septembre 2007)

Cycle de vie du tourisme en Guadeloupe (octobre 2007)

Guyane, un développement sous contraintes (juin 2008)

Les comptes économiques de la Réunion en 2007 (juillet 2008)

Les comptes économiques de la Martinique en 2007 (octobre 2008)

Guyane-Suriname, une meilleure connaissance mutuelle pour une coopération renforcée (décembre 2008)

Les comptes économiques de la Réunion en 2008 (juillet 2009)

Les comptes économiques de la Guadeloupe en 2008 (septembre 2009)

Les comptes économiques de la Guyane en 2008 (septembre 2009)

Compte satellite du tourisme à la Réunion en 2005 (décembre 2009)

Les comptes économiques de la Guyane (septembre 2010)

Mutations et évolutions de l'économie mahoraise à la veille de la départementalisation (novembre 2010)

Toutes ces publications sont disponibles en ligne sur le site www.iedom.fr

Ont participé à la réalisation de ce bulletin :

M. Nicolas MACQUERON

M. Fabrice DUFRESNE

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Directeur de la publication : M. Yves BARROUX
Responsable de la rédaction : M. Fabrice DUFRESNE
Edition : IEDOM
Dépôt légal : Mars 2011 - ISSN 0296 - 3116

INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

22, place du Général de Gaulle
BP 4202

97 500 Saint-Pierre-et-Miquelon

Téléphone : 05.08.41.06.00 – Télécopie : 05.08.41.25.98

Site Internet : www.iedom.fr